

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Un temps d'arrêt

Pierre Kropotkine

Pierre Kropotkine
Un temps d'arrêt
1895

Consulté le 31 août 2016 de non-fides.fr
Les Temps nouveaux n°4 (du 25 au 31 mai 1895).

fr.theanarchistlibrary.org

1895

Et c'est ce qui fait que le socialisme s'arrête dans son développement. Les nombres peuvent grossir, mais il manque de substance : il la cherche.

Il sort de sa première phase d'enthousiasme général : il doit se substancier, se déterminer. Il doit oser se prononcer nettement. Il doit répondre aux grandes questions.

Mais, comment le ferait-il sans se déclarer anarchiste ? Anarchiste, ou dictatorial, il doit faire son choix, et l'avouer. Et c'est la phase dans laquelle le socialisme est obligé d'entrer maintenant, — à moins que les événements révolutionnaires ne viennent eux-mêmes imposer les solutions. Mais, même dans la tourmente révolutionnaire, la même question viendra se poser, comme elle se posait déjà en 1848 en France. — Anarchie ou dictature !

Nous reviendrons encore plusieurs fois sur ce sujet.

les violences d'en haut, que le travailleur ne veut plus supporter et auxquelles il répond par les violences d'en bas.

« D'accord avec tout cela, — dit le socialiste qui pense. — Mais comment organiser la production sur une base nouvelle ? Par quel bout commencer ? À quelle institution sociale en confier la transformation ?

« À l'État ? c'est-à-dire au parlement ? — faux en principe, faux dans ses actes, incapable de rien organiser, incapable même de contrôler la besogne qu'il s'empresse d'abandonner à une hiérarchie d'administrateurs ?

« Aux petits parlements municipaux qui répètent sur une moindre échelle les vices des parlements nationaux ?

« Ou bien aux syndicats ouvriers qui, du jour où ils procèdent par représentation, créent des parlements semblables aux précédents ?

« En admettant même qu'une inspiration dont on ne voit pas d'ailleurs l'origine, les affranchisse des vices communs aux assemblées législatives, — par quelle force mettraient-ils leurs décisions en exécution ? Par la police, le juge, le geôlier, comme auparavant ? »

Et, du coup, tout l'immense problème du gouvernement surgit devant celui qui interroge. Et quand on lui souffle, comme on le fait en Allemagne, les mots de « dictature des hommes de confiance », — il y croit peut-être en Allemagne, mais en Occident la triade Robespierre-Barras-Napoléon surgit immédiatement devant ses yeux. Il connaît trop la dictature pour y déposer sa foi...

La presse socialiste a beau dire que « tout cela » s'arrangera plus tard ; qu'en ce moment il s'agit de voter. Le socialiste a beau s'inculquer la maladie du vote et toujours voter — aujourd'hui pour un tel, député, demain — pour un tel, conseiller municipal, après-demain — pour le conseil de la paroisse. Cela n'avance à rien : on ne vote pas chaque jour, et les grandes questions reviennent toujours.

Passe encore en Allemagne, qui s'approche de son 1848, et où le démocratisme socialiste peut être maintenu par de vagues allusions des Ledru-Rollin et des Louis Blanc, tandis que l'essence du mouvement se dirige contre l'autorité personnelle d'un Bismarck ou d'un Guillaume et le règne de la camarilla. Mais cela ne suffit plus en France ni en Belgique, encore moins en Angleterre.

Que les idées socialistes se répandent à flots dans la société actuelle nulle possibilité d'en douter. Le socialisme a déjà mis son cachet sur l'ensemble de la pensée de notre époque. La littérature, l'art et même la science s'en ressentent. La classe bourgeoise commence à s'en imprégner, aussi bien que la classe ouvrière. L'insécurité des fortunes basées sur l'exploitation ; les hasards de l'enrichissement et de la ruine ; l'accroissement, extrêmement rapide, de la classe qui vit aux dépens du travail manuel des masses, et le nombre, toujours croissant, des aspirants aux positions lucratives dans les professions libérales ; l'idée, enfin, dominante de l'époque, — tout pousse le jeune bourgeois vers le socialisme.

N'était l'État qui consacre la plupart de son budget de cinq milliards à la création de nouvelles fortunes bourgeoises et au maintien des anciennes — en même temps qu'il empêche l'expansion du socialisme par son éducation, son armée et sa hiérarchie de fonctionnaires — la désagrégation de la bourgeoisie et de la pensée bourgeoise serait bien plus rapide.

L'idée se propage. Mais nous ne ferons qu'exprimer une pensée très répandue en ce moment, si nous affirmons que le socialisme est arrivé à un moment d'arrêt : qu'il se sent forcé de soumettre toute sa doctrine à une révision complète, s'il tient à faire de nouveaux progrès et à jouer sa part dans l'oeuvre pratique de reconstruction de la société.

Le socialisme de l'Internationale s'exprimait par une formule très simple : l'expropriation. Était socialiste celui qui reconnaissait que tout ce qui est nécessaire pour travailler à la satisfaction des besoins multiples de la société, doit revenir à la société elle-même, — et ceci, à bref délai.

Que la possibilité de s'approprier la moindre parcelle de terrain ou des usines, afin de priver les autres des moyens de produire pour la satisfaction des besoins de tous — doit cesser d'exister. Que cette appropriation est la source des maux actuels ; que l'ensemble de la production doit être guidé par la société elle-même ; et que la transformation nécessaire ne peut s'opérer que par la voie de la révolution sociale.

Formule encore vague, il est vrai, quant à ses applications pratiques, mais assez nette quant à son but final.

Mais, peu à peu, un but beaucoup plus restreint vint se substituer à celui-ci, — surtout sous l'influence de l'Allemagne qui entraînait à peine dans le cercle des nations industrielles de l'Occident et sortait seulement des tenailles du pouvoir absolu.

On maintint toujours ce but final dans les considérants théoriques du socialisme. Mais on élaborà à côté un programme, tout autre, pour la pratique de tous les jours.

On fit à peu près comme l'Église chrétienne avait fait autrefois, lorsqu'elle affirma un idéal supérieur de « chrétien » mais admit en même temps que cet idéal était impossible à atteindre de sitôt ; et, par conséquent, à côté de cet idéal, dont on parle encore le dimanche, elle accepta un idéal pour les jours de la semaine, celui du chrétien qui pratique l'individualisme à outrance, et mitige son individualisme par de douces paroles sur « l'amour du prochain » et par l'aumône.

On fit quelque chose de semblable pour le socialisme. À côté de l'idéal, dont on parle les jours de fête, on plaça l'idéal de tous les jours : la conquête des pouvoirs dans l'État actuel, la législation pour protéger l'esclave salarié contre les écarts par trop brutaux de l'exploitation, et une certaine amélioration du sort de certaines catégories de travailleurs privilégiés.

Républicain en Allemagne, gréviste ou coopérateur en Angleterre et en Belgique, plus ou moins communaliste en France, — pourquoi le socialisme ne se maintiendrait-il pas, en effet, avec sa division subtile entre l'idéal des jours fériés et la pratique des jours de travail ?

Et puis, étant donné l'esprit arriéré des masses, leur incapacité de comprendre le « socialisme scientifique », — n'y avait-il pas tout avantage à grouper, organiser les masses sur des questions de moindre importance, et faire infiltrer, entre temps, les principes du socialisme ? Entamer la législation, faite jusqu'ici au profit des classes possédantes, pour habituer les esprits à une législation faite au profit de tous ? Et ainsi de suite... Chacun saura lui-même, s'il y tient, renchérir sur ces arguments, si souvent répétés.

Sur ces principes, la propagande socialiste fut lancée ; elle fut faite sur une large échelle, et on en connaît les résultats.

Bons ou mauvais, nous ne nous arrêterons pas ici pour les apprécier. Ce qu'il nous importe de constater, c'est que la propagande socialiste ne peut plus marcher sur ces principes. On veut, dans les masses ouvrières, en savoir plus long sur le but à atteindre, et des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander : Où l'on va ? où et comment veut-on arriver ?

C'est que le temps presse. Ces mêmes causes qui ont fait éclore le socialisme, imposent d'en arriver au plus tôt à la solution. Dans les pays d'industrie avancée — l'Angleterre, la France, la Belgique — le nombre de ceux qui produisent de leurs bras le pain, le vêtement, le logis et même les objets de luxe, diminue à vue d'œil, en rapport de ceux qui se font une vie supérieure à celle du producteur, en se

faisant des organisateurs, des intermédiaires, des gouvernants. Les marchés, sur lesquels on vend à haut prix sa marchandise et achète à vil prix les produits bruts des pays arriérés en industrie, sont disputés, l'arme au bras, par les bourgeoisies de toutes les nations, y compris les nouveaux-venus, comme l'Italie, la Russie et le Japon. Le nombre des sans-travail jetés continuellement hors des rangs des producteurs, par les crises et l'ensemble des tendances de l'industrie, augmente ; il atteint les proportions formidables des bandes qui parcouraient la France, aux approches de 1788. Toutes ces conditions demandent des remèdes immédiats ; mais la foi dans les bienfaits de la législation paternelle s'en va, dès que l'on commence à en goûter. Enfin, tous les principes essentiels qui servent de base à l'ancien régime et que l'on avait jusqu'ici maintenus par les mensonges de la religion et de la science, s'en vont... Le temps presse.

On a beau hâter le replâtrage : on s'aperçoit que les causes qui avaient fait songer à réparer l'édifice, agissent trop rapidement ; que les habitants, menacés d'écroulement, s'impatiente. Il faut procéder, immédiatement, sans retard, à la reconstruction complète, et on en demande le plan.

Et nous voyons se produire dans les masses, gagnées au socialisme, ou seulement touchées par l'idée, un arrêt. On n'ose plus marcher dans la même voie sans se rendre compte : où l'on va ? qu'est-ce que l'on veut avoir ? qu'est-ce que l'on cherchera à réaliser ?

Laisser le tout — trouver le plan, l'exécuter — à ceux dont les noms sortiront un jour des urnes, après que l'on aura renversé les gouvernements actuels ? — L'idée seule fait sourire l'ouvrier qui pense — et ils sont nombreux ceux qui pensent aujourd'hui.

Et partout — dans les réunions, dans les articles de journaux, dans les questions jetées aux orateurs des réunions publiques, dans les conversations — on voit surgir la même grande question.

« La production de ce qui sert à satisfaire nos besoins s'est engagée dans une fausse voie — très vrai ! Abandonnée au hasard du profit, elle paralyse plus l'initiative qu'elle ne la stimule. Elle ne répond point aux besoins. Elle ne satisfait pas les plus pressés, elle en crée des milliers d'artificiels. Le tout est un immense gaspillage de forces humaines.

« La tournure funeste prise par l'industrie engendre les crises — et elles sont fréquentes, alors même qu'elles ne sont pas générales, — les guerres au dehors, les guerres civiles. Elle met continuellement en danger les quelques libertés politiques conquises. Elle amène